

## Prodi se crée un parti sur mesure : mariage à l'italienne<sup>1</sup>

**Les deux principaux partis de la gauche et du centre italiens ont donc décidé de se dissoudre pour former une nouvelle formation, le Parti démocrate. Un processus qui ne va pas de soi.**

La faucille et le marteau avaient déjà été rangés au rayon des accessoires. A l'occasion de leur congrès de Florence à la mi-avril, les Démocrates de gauche (DS), en enterrant leur parti, ont rompu définitivement avec leurs racines en renvoyant l'*Internationale* et le rouge de leurs bannières au magasin aux accessoires. Le pas franchi n'est pas que symbolique. C'est une page de l'histoire de l'Italie et de la gauche européenne qui est ainsi tournée. Et c'est un long parcours qui s'achève, commencé en 1921, en une époque où, dans plusieurs pays d'Europe – en Belgique et en France, par exemple – communistes et socialistes décidaient de poursuivre des parcours politiques différents, souvent parallèles, voire antagonistes. Le Parti communiste italien était né à Livourne, d'une scission avec le Parti socialiste italien. Interdit par le régime mussolinien, il a marqué de tout son poids la vie de son pays, longtemps hégémonique à gauche, allant jusqu'à réunir plus de 34% des voix en 1976. Il était le contrepoids à un centre-droit démocrate chrétien accroché au pouvoir. La chute du mur de Berlin a accéléré une mutation qui, progressivement, l'a éloigné de ses fondements. La participation au pouvoir était à ce prix comme la nécessité de sortir le parti de son isolement. Le constat avait été fait de longue date, dès les années 1980, que « *la force propulsive de la révolution d'octobre était épuisée* », pour reprendre un constat du secrétaire du PCI de l'époque, Enrico Berlinguer. Auparavant déjà, la recherche de la « *voie italienne vers le socialisme* » s'était traduite dans les années 1970 par l'idée d'un « *compromis historique* » avec les démocrates chrétiens, une tentative de rapprocher ce qu'avaient de plus porteur les deux cultures politiques dominantes en Italie. L'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades rouges allait vite mettre un terme à cette expérience. En 1991, Achille Occhetto, le successeur de Berlinguer, annonçait la mutation du PCI en Parti des démocrates de gauche (PDS). Celui-ci allait laisser la place, quelques années plus tard, aux DS. L'abandon progressif des symboles communistes allait de pair avec une social-démocratisation du parti, symbolisée par l'adhésion au Parti socialiste européen (PSE).

### « Une farce, une tragédie » ?

L'étape entamée aujourd'hui, souhaitée depuis belle lurette par Romano Prodi, va au-delà. Il s'agit, ni plus, ni moins, de préparer la fusion organique avec les centristes de la Marguerite-Démocratie et liberté (DL), un des avatars de la défunte démocratie chrétienne, pour former un Parti démocrate (PD). Espéré par Romano Prodi, annoncé de longue date par les DS, le nouveau parti doit naître officiellement en 2008, histoire d'être en ordre de marche pour les élections européennes de 2009.

Il s'agirait de l'ultime mue de ce qui fut le PCI. De la réalisation tardive du « *compromis historique* », comme le disent certains ? Le pari est risqué, la stratégie incertaine. Sur le plan électoral d'abord. Le PD est censé rassembler demain les forces des DS et de la Marguerite et, au-delà, l'électorat « *réformiste* ». Mais les enquêtes d'opinion ne promettent que 23 à 25% des intentions de vote au DL, alors que les DS et la Marguerite ont totalisé séparément plus des 28% des voix aux législatives d'avril 2006.

Sur le plan politique, le pas en avant proposé ressemble fort à un saut dans l'inconnu. Et, de toute manière, il ne se fera pas sans laisser sur la berge nombre de combattants. Résumant à sa manière le processus engagé, le quotidien de gauche *Il Manifesto* a écrit : « *Ce fut une tragédie, maintenant, nous sommes dans une farce qui s'annonce pire qu'une tragédie. Ces retraites successives n'ont rien eu de*

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 320 du *Journal du mardi*, 15 mai 2007.

stratégiques. Celle de Florence est une retraite politique et culturelle sans principe et sans issue, sauf celle de laisser la voie ouverte à une non improbable vague de droite. » Propos outranciers ? Il est vrai que Silvio Berlusconi, invité au congrès, s'est bruyamment réjoui : « Si c'est cela le Parti démocrate, à 95% je suis prêt à m'y inscrire. J'ai entendu un positionnement social-démocrate qui, sur certains points, est carrément libéral. » Tout cela n'aide guère à clarifier la donne. Pas plus que les commentaires divergents de dirigeants qui tirent déjà à hue et à dia une formation qui est toujours à construire. Les sondages ? Ils ne sont « pas étonnants, ironise le secrétaire national des DS, Piero Fassino, les courants sont nés avant le parti lui-même. » Du côté de la Marguerite – où l'on lorgne vers l'UDC, une autre chapelle démo-chrétienne, de centre-droit, longtemps associée à Berlusconi -, le président du sénat, Franco Marini, voit déjà « un scepticisme diffus entre les acteurs de la construction du nouveau parti. » Qui ne pourra pas compter sur les héritiers du Parti socialiste italien réunis au sein des Socialistes démocratiques italiens (SDI). Ceux-ci refusent d'adhérer à un parti « en retrait sur les plus traditionnelles expériences social-démocrates européennes » parce que « fondé sur un compromis avec le Vatican. » d'ailleurs, « le mot gauche n'apparaît nulle part dans le manifeste du nouveau parti alors qu'il y a une référence manifeste au christianisme » a tempêté le dirigeant des SDL, Enrico Boselli.

### Scission en vue

Au sein même des DS, le torchon brûle. Une frange, minoritaire mais importante, a déjà annoncé qu'elle ferait scission. Fabio Mussi plaide pour « une grande gauche unitaire qui s'inspire du socialisme ». A la tête d'une tendance qui représenterait 15% des militants, il a dénoncé « la faillite politique du défi né avec la fin du PCI. » Un autre « historique » de l'expérience post-PCI, le vice-président du sénat, Gaviano Angius, a déclaré au Monde : « Nous avons échoué. Le Parti démocrate, c'est la dispersion des forces socialistes. » Il a donc décidé de se propulser dans « le grand vide à gauche ». Comme Luigi Berlinguer, cousin de Enrico. Pour rejoindre Fabio Mussi qui a annoncé la création d'une nouvelle force de gauche (un tiers des militants devraient quitter les DS), voire opérer un rapprochement vers la gauche radicale ? Avec le petit Parti des communistes italiens (PdCI) et Refondation (Rifondazione), le vote communiste représentait plus de 10% des électeurs aux dernières législatives. Et il est question d'un « regroupement familial » sur la base de l'antilibéralisme, du pacifisme et de la laïcité.

Quoi qu'il en soit, le fait est que, entre les DS et la Marguerite, les premiers ont fait plus de concessions que les seconds pour aller vers « l'aboutissement d'un rêve commencé il y a douze ans », pour reprendre les propos du président du conseil, Romano Prodi, qui, parlant d'une gauche dotée d'« une vision politique et éthique nouvelle », espère surtout affermir son emprise sur la majorité et conforter son orientation vers le centre. Un scénario qui offrirait plus de stabilité au Parlement et gagnerait en cohérence idéologique. Si l'idée est d'en finir avec les divisions d'appareil, les choses semblent toutefois mal parties. Par exemple, le leader de la Marguerite, Francesco Rutelli, a affirmé que le PD ne rejoindrait jamais le PSE et évoque une alliance avec l'ALDE qui fédère son parti et les libéraux au Parlement européen. Mais tout en confirmant « l'alliance formée loyalement avec les partis de la gauche radicale. » Sans convaincre et l'on s'attend à une recomposition à la gauche du PD. Pour le secrétaire de Refondation, « les conditions pour un mouvement unitaire sont là. » En attendant, les commentateurs voient la formation du nouveau parti comme une « fusion froide » portée sur les fonts baptismaux sans grand enthousiasme. Les complications resurgiront quand il faudra aborder la question du leadership, d'ici le 14 octobre, date de l'assemblée constituante du PD.